

# Qu'est-ce qui ne va pas avec le Sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires ?



La communauté mondiale s'est engagée à mettre fin à la faim et à la pauvreté sur terre d'ici à 2030. Cependant, le nombre de personnes souffrant de faim et de malnutrition est en augmentation dans le monde entier. Des décennies de néolibéralisme de marché libre ont provoqué l'augmentation de la pauvreté, des inégalités et de l'accaparement des ressources, et ont contribué à l'injustice environnementale, économique et sociale. La crise du COVID-19 a révélé comment les systèmes alimentaires industriels et, de plus en plus, mondialisés intensifient la destruction écologique et l'émergence de zoonoses tout en augmentant la vulnérabilité des populations aux infections et aux maladies dues à une alimentation et à un cadre de vie malsains. Dans certains pays, les mesures gouvernementales visant à contenir la pandémie sont en cours d'entraîner une perte sans précédent de moyens de subsistance et d'emplois pour les pêcheurs et pêcheuses, les populations autochtones, les personnes travailleuses, les personnes migrantes, les paysans et paysannes et les éleveurs et élevatrices, affectant à la fois les consommateurs et consommatrices de la classe ouvrière et pesant de manière disproportionnée sur les femmes.

Le COVID-19 est un coup dur pour les communautés vulnérables et marginalisées. La pandémie a montré au monde entier la profondeur des inégalités structurelles, de la discrimination, de l'exploitation, du racisme et du sexisme qui prévalent dans nos sociétés. Pourtant, la mainmise des entreprises sur les espaces politiques empêche souvent de

déployer des efforts réglementaires adéquats pour s'attaquer aux causes profondes de cette marginalisation et de cette discrimination. Ces défis structurels et ces tentatives de capture des entreprises ne se limitent pas au domaine alimentaire. Ils caractérisent également les domaines de la santé, de l'environnement, du climat, de l'énergie, des services sociaux, de la gouvernance économique et pratiquement tous les aspects de notre vie.

Dans ce contexte, les systèmes alimentaires offrent un double dividende : non seulement ils sont fondamentaux pour assurer la souveraineté alimentaire et la réalisation du droit à une alimentation adéquate, mais ils incarnent également les relations des communautés avec leurs écologies. Ce sont des espaces critiques où les relations sociales et les connaissances sont formées. Ils sont le fondement des économies nationales et le lieu clé où de larges segments de populations tirent leurs moyens de subsistance. Cependant, plutôt que de reconnaître que les systèmes alimentaires comme espace critique pour les politiques et les investissements publics, la plupart des gouvernements ont abdiqué leurs responsabilités et leurs fonctions de régulation en faveur de mécanismes basés sur le marché.

Aujourd'hui autant que jamais, il est plus urgent de transformer radicalement les systèmes alimentaires malsains, injustes et non durables vers une souveraineté alimentaire façonnée par des principes agroécologiques et fondée sur les droits de l'homme et des peuples (où ces derniers font

référence aux droits inaliénables des peuples indigènes). Relever ce défi nécessite la convergence de différentes luttes pour construire des stratégies communes afin de protéger la vie et le bien-être de nos peuples et communautés, en particulier en ce qui concerne l'alimentation, la santé, la nature et la justice économique, sociale, de genre, environnementale et climatique. Il faut également que les mouvements affrontent les espaces politiques de prise de décision et de représentation, y compris les Nations unies (ONU), en les défendant contre la mainmise des entreprises et en exigeant leur démocratisation.

C'est dans ce contexte plus large que nous voulons analyser l'organisation et les implications du Sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires. Ce document de travail vise à contribuer à l'élaboration d'une compréhension commune de ce qui ne va pas avec le Sommet et de ce qui, au contraire, est nécessaire pour faire avancer un programme de changement systémique. Nous voyons trois problèmes principaux avec le Sommet :

- Il n'est fondé ni sur les droits de l'homme et des peuples, ni sur le changement de système pour la justice ;
- Il est dominé par les intérêts des entreprises ;
- Il vise à remplacer les institutions publiques (internationales) par des plateformes multipartites.

Ce qu'il nous faut, au contraire, c'est :

- Des solutions à la crise multiple basées sur les propositions des personnes des territoires ;
- Démanteler le pouvoir des entreprises et réglementer les sociétés et le capital financier ;
- Démocratiser et récupérer les institutions publiques.

## 1. Le Sommet n'est pas fondé sur les droits de l'homme et des peuples

Le Sommet n'a pas d'approche cohérente et globale des droits de l'homme et des peuples. Il fait référence au droit à l'alimentation dans l'un de ses volets d'action,<sup>1</sup> mais cette référence est marginale. Les droits des femmes, des peuples autochtones, des travailleurs et travailleuses, des paysans et paysannes, des personnes élévatrices, des sans-terres, des petits agriculteurs et petites agricultrices familiaux, des pêcheurs et pêcheuses, des personnes vivant dans le milieu urbain en situation d'insécurité alimentaire, des consommateurs et consommatrices, des jeunes et des générations futures ne sont manifestement pas au centre de ce sommet.

<sup>1</sup> In the lead up to the Summit, the FSS will follow these so-called action tracks: Ensuring access to safe and nutritious food; shifting to sustainable consumption patterns; boosting nature-positive production; advancing equitable livelihoods; and building resilience.

Au lieu de cela, le Sommet met en contact les détenteurs et détentrices de droits de l'homme et des peuples avec les parties prenantes, mettant tous les acteurs sur le même pied, indépendamment de leur nature et de leur rôle très différents. La structure décisionnelle du Sommet est opaque et manque clairement de mécanismes de responsabilité. Elle occulte le fait que les États sont des porteurs de devoirs en vertu de leurs obligations en matière de droits de l'homme et des peuples. En outre, le Sommet ne respecte pas l'autonomie et l'autodétermination de la société civile et des peuples autochtones, car il ignore délibérément leurs plateformes existantes et préfère sélectionner les personnes participantes de la société civile sans critères clairs et transparents pour leur sélection. Cela va à l'encontre du principe bien établi de l'autodétermination dans la définition de la participation de la société civile. Enfin, il y a une participation marginale des principaux organes des Nations unies qui devraient jouer un rôle clé dans la transformation des systèmes alimentaires, comme le système des droits de l'homme des Nations unies, les organes de promotion des droits des peuples indigènes et les institutions internationales ayant une forte approche fondée sur les droits, comme le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et l'Organisation internationale du travail (OIT).

*Quelles sont les menaces de ne pas avoir un Sommet fondé sur les droits de l'homme et des peuples ?*

- Une exclusion accrue des communautés marginalisées, qui pourrait se traduire par une réduction de la participation politique et de l'exercice de l'autodétermination aux niveaux international et national ;
- La division, la polarisation et la cooptation des acteurs de la société civile, y compris la tentative de cooptation de la jeunesse et de leur "voix" ; et
- L'affaiblissement, la marginalisation et la délégitimation du multilatéralisme tel qu'il est incarné dans le système des droits de l'homme des Nations unies et dans les organismes internationaux ayant une forte approche fondée sur les droits (CSA, OIT).

## 2. Le Sommet ne reconnaît pas l'urgence d'un changement profond du système judiciaire

Entre 83 et 180 millions de personnes additionnelles pourraient être poussées vers la faim à cause de la pandémie, ce qui porterait le nombre total de personnes en situation d'insécurité alimentaire à plus de 2 milliards. Des actions

audacieuses sont nécessaires pour inverser cette tendance. La promotion de l'alimentation en tant que marchandise n'est pas une option, étant donné l'impact catastrophique de l'agriculture et de l'élevage industriels sur les personnes et les écosystèmes. La souveraineté alimentaire est la seule solution à cette crise.

Cependant, beaucoup de ceux qui défient le Sommet avec le langage de la souveraineté alimentaire ont l'impression de parler à un mur de briques. Le processus du Sommet, tout en cooptant le récit de la transformation, semble être principalement concerné par le maintien et l'approfondissement des racines du statu quo et par la poursuite des tendances actuelles de développement du système alimentaire, de numérisation et de financiarisation axées sur la technologie.

Bien au contraire, la notion de systèmes alimentaires offre en fait l'opportunité d'un changement de paradigme vers une approche holistique et systémique qui revendique les systèmes alimentaires comme des biens publics qui ne peuvent être laissés au libre marché et à son programme productiviste. Ils exigent la pleine participation et la souveraineté des peuples et placent le bien-être des personnes et de la planète au centre. Nous comprenons les systèmes alimentaires comme des réseaux d'acteurs et actrices, de ressources naturelles, de processus et de relations impliqués dans la collecte, la pêche, la culture, la chasse, l'élevage, la transformation, la distribution, la préparation (cuisson, alimentation, soins), la consommation et l'élimination des aliments. Une approche holistique des systèmes alimentaires s'intéresse à la manière dont ces processus interagissent les uns avec les autres. Elle apprécie la façon dont les contextes écologiques, sociaux, culturels, politiques et économiques façonnent et remodelent constamment les systèmes alimentaires, tout en reconnaissant le rôle du pouvoir, des relations entre les sexes et entre les générations. Une telle définition reconnaît également l'interdépendance complexe des systèmes alimentaires avec d'autres secteurs (santé, agriculture, environnement, politique, culture) et systèmes (tels que les écosystèmes, les systèmes économiques, les systèmes socioculturels, les systèmes énergétiques et les systèmes de santé). Les systèmes alimentaires doivent donc être compris dans leur multidimensionnalité et leur circularité, car ils combinent et servent de multiples objectifs publics tels que la protection et la régénération de la nature, la santé et le bien-être ainsi que la défense du travail et des moyens de subsistance, de la culture et des connaissances, et des relations sociales.

Une telle compréhension des systèmes alimentaires pourrait libérer tout le potentiel de la vision de la souveraineté alimentaire, qui affirme les droits des Peuples, des nations et des États à définir leurs propres systèmes alimentaires,

agricoles, d'élevage et de pêche, et à développer des politiques guidant la manière dont la nourriture est produite, distribuée et consommée afin de fournir à chacun une nourriture diverse, abordable, nutritive, saine et culturellement appropriée. La souveraineté alimentaire offre des propositions concrètes à mettre en pratique pour un changement systémique à travers les systèmes alimentaires. Parmi celles-ci, l'agroécologie est la plus importante, en tant que mode de production alimentaire, mode de vie, science et mouvement de changement englobant les dimensions socio-économiques, sociopolitiques, biologiques/écologiques et culturelles. L'agroécologie va bien au-delà de la production agricole pour englober l'ensemble des systèmes alimentaires et appelle à des changements de paradigme sur de multiples fronts, notamment dans la recherche, la distribution, la consommation et l'élaboration des politiques.

*Quelles sont les menaces de ne pas avoir un Sommet axé sur le changement de système et motivé par la recherche de la justice ?*

- Réduction du cadre des systèmes alimentaires à une extension de l'approche conventionnelle de la chaîne de valeur qui a dominé les politiques agricoles au cours des dernières décennies, en abandonnant le potentiel transformationnel de repenser les systèmes alimentaires comme l'espace clé où les politiques et programmes publics peuvent promouvoir la justice sociale, économique, climatique et de genre ;
- Le mépris des asymétries de pouvoir et des économies politiques en tant que moteurs essentiels de l'élaboration des politiques et des investissements, ce qui conduit à sous-estimer les réformes de gouvernance nécessaires pour garantir la responsabilité démocratique et protéger les espaces publics des conflits d'intérêts
- Consolidation des modèles actuels d'investissement dans les systèmes alimentaires industriels et les chaînes de valeur mondiales, y compris l'accélération de la numérisation, l'agriculture à haut niveau d'intrants et les (fausses) solutions technologiques pour la durabilité, en continuant à favoriser la marginalisation des petits producteurs et petites productrices, l'exploitation des ressources naturelles et la promotion de régimes alimentaires malsains et non durables.

### **3. Le Sommet est dominé par les intérêts des entreprises**

Le Sommet a un fort parti pris en faveur du secteur des entreprises, ce qui en fait une vitrine des conflits d'intérêts. L'implication du Forum économique mondial (FEM) depuis les débuts de la conception du processus, la nomination de Mme Agnes Kalibata, actuelle présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), et la participation

importante des grandes entreprises et des initiatives d'entreprises dans les organes et les pistes d'action du Sommet sont autant d'exemples notables de la manière dont les acteurs influents du secteur des entreprises empiètent sur tous les aspects du processus. Une liste plus détaillée d'exemples est disponible en annexe.

Le secteur des entreprises transnationales pourrait bien ne pas accueillir favorablement l'idée que les systèmes alimentaires soutiennent de nombreux objectifs publics et devraient être récupérés comme un espace fondamental pour des politiques publiques basées sur les droits. L'influence considérable des entreprises sur la genèse et la structure du système alimentaire mondial contribue (sans surprise) à réorienter le cadre et le contenu du système alimentaire mondial et de ses pistes d'action pour refléter leurs intérêts. Par exemple, plutôt que de considérer les régimes alimentaires comme des moyens de reconnecter les nombreux acteurs et les multiples dimensions des systèmes alimentaires, les intérêts des entreprises peuvent promouvoir une vision étroite de l'accessibilité financière et du contenu nutritionnel des aliments en tant que produit du marché mondial, ce qui implique la nécessité d'inciter les marchés et les entreprises à compenser les coûts de l'intensification des transitions technologiques. Au lieu de se concentrer sur des aliments réellement sains, agrobiodiversifiés et produits de manière durable, le discours est détourné vers un soutien public plus important visant à rendre les aliments industriels malsains conformes à des notions de santé artificiellement construites, tout en cooptant et en neutralisant les discours sur l'agroécologie, le rôle de la production alimentaire à petite échelle, l'équité, les droits de l'homme et la justice.

Dans le contexte de la crise induite par le COVID 19, il a été démontré que les chaînes de valeur mondiales sont bien plus vulnérables que les systèmes alimentaires locaux. Les petits producteurs d'aliments ont démontré une fois de plus, malgré les obstacles et les limites, la centralité critique de leur agence pour assurer la sécurité alimentaire. L'importance de la souveraineté alimentaire, par opposition à la dépendance vis-à-vis du système alimentaire industriel des entreprises, a été soulignée. Pourtant, de nombreuses réponses gouvernementales ont continué à montrer un parti pris important en faveur des fausses solutions offertes par les entreprises agroalimentaires, par exemple en renforçant les grands canaux de distribution et en faisant progresser les processus d'automatisation et de numérisation.

*Quelles sont les menaces de ne pas avoir un Sommet fondé sur les droits de l'homme et des peuples ?*

- Poursuite de la consolidation du pouvoir des entreprises aux Nations unies ; "accès préférentiel" pour les sociétés

transnationales, minant ainsi le mandat des Nations unies ainsi que son indépendance, son impartialité et son efficacité à demander des comptes aux entreprises ;

- Légitimer un nouveau récit et un nouveau cadre dans lequel le secteur des entreprises est au cœur des solutions nécessaires. Plus précisément :

- o L'accent est mis sur l'exploitation des opportunités de la quatrième révolution industrielle (transformation numérique) au profit des sociétés transnationales et du capital financier mondial,

- o Les données sur les systèmes alimentaires et les plates-formes numériques jouent un rôle central dans le Sommet, au même titre que les "preuves scientifiques", l'emportant sur les preuves et la réalité vécues sur les terrains <sup>2</sup>;

- Renforcer la tendance des États à abdiquer leur pouvoir législatif et réglementaire sur les entreprises et le capital financier. Dans le contexte du COVID 19 (mais aussi tout au long de la crise financière de 2008 et de la vague d'austérité budgétaire qui a suivi), la mainmise des entreprises sur les institutions publiques s'accroît, ce qui a pour conséquence de détourner des fonds publics vers le secteur des entreprises (sous la forme d'allègements fiscaux, de renflouements d'entreprises publiques et de soutiens financiers) ;

- Réduire davantage les espaces politiques pour s'attaquer aux multiples crises qui se croisent et pour faire avancer les réformes systémiques basées sur le renforcement du secteur public et des institutions communales qui façonnent les systèmes alimentaires et d'autres systèmes essentiels pour les populations, et plutôt promouvoir une plus grande libéralisation des marchés mondiaux et le soutien public à ceux-ci.

#### **4. Le Sommet remplace les institutions publiques (internationales) par des plates-formes multipartites**

Le secteur des entreprises sait qu'il a un fort déficit de légitimité en raison de l'intersection des crises sociale, écologique et économique dont il est largement responsable. Il tente de s'emparer de l'ONU et d'autres espaces gouvernementaux pour combler ce déficit de légitimité et empiéter sur l'espace normatif, afin que les orientations et les programmes politiques continuent de conserver et d'approfondir les structures de privilèges et d'exploitation qui sont actuellement en place. Ainsi, elle cherche à redéfinir la gouvernance mondiale du point de vue des entreprises. Le Sommet est l'expression de cette tentative dans le domaine de l'alimentation, avec des ramifications sanitaires, écologiques, climatiques et économiques importantes.

La participation accrue du secteur des entreprises à l'élaboration des politiques publiques est favorisée par trois récits qui

<sup>2</sup> Voir: <https://foodsystemsdashboard.org/>

s'entrecroisent. Premièrement, on affirme que la complexité des problèmes actuels rend impossible de s'en remettre à un seul acteur - l'État - et que tout le monde doit travailler ensemble pour obtenir des changements. Deuxièmement, on suppose que les entreprises ont acquis un tel pouvoir que les changements (y compris l'amélioration des mauvais comportements des entreprises) ne peuvent être réalisés que lorsqu'elles sont invitées à la table des négociations et deviennent "une partie de la solution". Enfin, on affirme que les entreprises sont riches et que les plateformes multipartites offrent la possibilité d'exploiter ces vastes ressources humaines, matérielles et financières.

Malheureusement, ces récits sont soutenus par la confusion, également au sein de la société civile, entre les plateformes multipartites (où la prise de décision est partagée sur un pied d'égalité entre les États, le secteur privé, la société civile et d'autres acteurs) et les divers modèles de consultation des groupes sociaux et des groupes sociaux (où ces groupes et circonscriptions ont la possibilité d'exprimer leurs opinions mais où les décisions sont fermement prises par les États). Même le CSA tend à être décrit comme une plate-forme multipartite, étant donné la participation structurée de la société civile, du secteur privé et d'autres groupes d'intérêt. Bien que le CSA soit loin d'être parfait, par exemple en raison de l'absence notable de garanties claires en matière de conflits d'intérêts, ses décisions sont fermement et clairement entre les mains des États membres des Nations unies. Bien que des termes différents soient utilisés pour désigner un modèle plutôt qu'un autre, l'augmentation continue de la participation du secteur des entreprises dans les espaces de politique publique a été un processus graduel et fluide, caractérisé par une transition évolutive sur la façon dont ces espaces sont structurés et dont la convocation est organisée, qui fixe les règles et décide de l'ordre du jour, qui peut prendre la parole et qui est en mesure d'exercer une influence excessive sur les résultats, par le biais de canaux parallèles et informels. Un processus aussi fluide a souvent été soutenu, voire facilité, par des organisations non gouvernementales et des universitaires qui ont adopté un discours positif sur l'engagement du secteur privé.

Les plateformes multipartites sont un élément fondamental de la refonte de la gouvernance mondiale par les entreprises. Au lieu d'organiser l'élaboration des politiques dans le cadre de règles claires et d'un droit contraignant, les États prenant les décisions en tant que responsables des obligations en matière de droits de l'homme, avec des mécanismes clairs de participation et de responsabilité, les plateformes multipartites amènent de multiples "parties prenantes" aux discussions politiques sans règles d'engagement claires. Le sommet pourrait générer une plus grande légitimité du secteur des entreprises de la manière suivante :

- En fixant le discours/narratif sur les solutions centrées sur l'entreprise. Les entreprises tentent de coopter et de réorienter le discours sur la "transformation des systèmes alimentaires" afin de neutraliser son impact potentiel. Par exemple, elles utilisent un discours de transformation, tout en gardant intact le modèle d'entreprise et le capitalisme financier. Au contraire, une approche holistique et systémique de la transformation des systèmes alimentaires mettrait en évidence la nécessité de s'attaquer aux facteurs structurels tels que les asymétries de pouvoir et la gouvernance non démocratique, et de se concentrer sur le lien de politique publique entre l'écologie, la santé et le bien-être, les modes de production et d'échange, les relations entre les sexes, et la connaissance et la culture. Au lieu de cela, le concept de système alimentaire a été réduit à une version rééditée de l'approche conventionnelle basée sur le marché, principalement axée sur la production alimentaire mais agrémentée de nombreux adjectifs séduisants, tels que durable, sain, etc. tous vidés de leur véritable signification ;

- En favorisant le remplacement des institutions publiques internationales par des plateformes multipartites<sup>3</sup>. Ici, les grandes données et les "preuves scientifiques" (souvent considérées par les cercles dominants comme les seules formes de connaissances valables, indépendamment du fait que ces connaissances soient exemptes de conflits d'intérêts avec les intérêts des entreprises) remplacent de plus en plus la participation directe et les connaissances subjectives des gens dans les délibérations démocratiques au sein des espaces de décision politique. Dans le même temps, les plates-formes multipartites ont tendance à être orientées vers la "recherche de solutions" à des problèmes choisis, et se caractérisent donc par un mélange de pragmatisme et d'urgence, qui ne permet pas de découvrir les causes profondes et les structures de pouvoir injustes. En outre, les solutions présentées continuent d'être basées sur l'initiative et la volonté volontaires, plutôt que sur des réglementations impliquant des obligations claires.

- o Le sommet a clairement l'intention de mettre en place ce type de plateformes à tous les niveaux, pour atteindre à terme le niveau infranational. Ceci est rendu possible et facilité en grande partie par l'utilisation de plates-formes numériques dans le cadre des dialogues sur les systèmes alimentaires ;

- o Ce type de Dialogues sur les systèmes alimentaires a été créé en 2018 à l'initiative de cinq partenaires - EAT, Food and Land Use Coalition (FOLU), Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN), le FEM et le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) - pour promouvoir un programme et des solutions commerciales. Le sommet a adopté ce même schéma directeur pour la conduite de ses dialogues, en encourageant leur reproduction aux niveaux national et infranational, ce

<sup>3</sup> <https://www.weforum.org/agenda/2019/11/food-systems-agriculture-sustainable-sdgs/>

qui pourrait créer de vastes plateformes de suivi.

*Quelles sont les menaces de ne pas avoir un Sommet fondé sur les droits de l'homme et des peuples ?*

- Créer une légitimité pour le secteur des entreprises
- Coopérer et neutraliser les discours des petits fournisseurs d'aliments et de leurs organisations, menaçant des décennies de travail de développement de concepts tels que la souveraineté alimentaire et l'agroécologie qui reflètent les expériences vécues, les connaissances et les pratiques des communautés de base ;
- Reconfiguration de la gouvernance dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture (et au-delà), du multilatéralisme aux plateformes multipartites :
  - o Renforcer davantage une tentative à l'échelle du système pour remodeler la gouvernance de l'alimentation, y compris par exemple : (a) l'initiative menée par les fondations Gates et Syngenta pour restructurer la recherche publique axée sur le Sud en "unifiant" le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), ce qui a donné lieu à une entité unique ayant des liens plus forts que jamais avec l'agroalimentaire ; (b) les projets de plate-forme internationale sur l'alimentation et l'agriculture numériques hébergée par la FAO qui ferait des "Big Data" la solution à toutes les questions liées à l'agriculture alimentaire. Le groupe ETC avertit que les risques résident dans la manière dont ces trois processus interagissent : "Le Sommet fournit le cadre ; le CGIAR est le système de livraison ; et Big Data est le produit".<sup>4</sup> Ceci doit être considéré dans le contexte plus large de la croissance des rachats d'entreprises à l'échelle mondiale, promue par les fondations Gates et leurs semblables ;
  - o Affaiblir davantage des organes tels que le CSA, l'OIT, le système des droits de l'homme des Nations unies, en minant les efforts existants pour renforcer le secteur public et les institutions communales et en excluant toute possibilité de réorganiser les mécanismes de gouvernance, de procéder à des changements structurels et d'appliquer des solutions qui ne sont pas fondées sur les marchés mondiaux et le leadership des entreprises.

## ANNEXE

Nous énumérons ici les acteurs corporatifs les plus influents du Sommet :

- Forum économique mondial (FEM) :

Cette participation s'inscrit dans le cadre d'un accord de partenariat stratégique plus large entre l'ONU et le FEM, signé le 13 juin 2019. Le FEM "fournit une plate-forme pour les 1000 premières entreprises du monde"<sup>5</sup> ;

- Envoyé spécial:

Mme Agnes Kalibata, est l'actuelle présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), une institution fondée en 2006 pour promouvoir l'intérêt de l'agrobusiness à encourager les modèles de production agricole basés sur une approche de révolution verte ;

- D'autres acteurs du monde de l'entreprise y participent de manière importante :

- o Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) :

Des membres tels que : Bayer, Danone, Dow, Dupont, Kellogg's, Nestlé, PepsiCo, Rabobank ;

- o Forum EAT :

Fondé par la Fondation Stordalen, le Stockholm Resilience Center et le Wellcome Trust ;

Les membres du conseil d'administration : Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact climatique, FEM, et autres ;

Engagement des alliés : WBCSD, Google Food Services, Nestlé, et d'autres ;

- o Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) :

Partenariats avec le secteur privé : WBCSD, la Fondation du Conseil américain pour le commerce international (USCIB), l'Alliance internationale pour l'alimentation et les boissons (IFBA), le Forum des biens de consommation et d'autres ; Co-animateur du réseau d'affaires Scaling Up Nutrition (SUN) et membre du comité exécutif de SUN ;

Partenariat avec l'AGRA ;

Membre de l'Initiative pour la fortification des aliments (FFI) ;

Participer à des réseaux politiques mondiaux tels que la Fondation EAT, la Food and Land Use Coalition (FOLU), le FEM et les Food System Dialogues (4SD) ;

- o Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres (FOLU) :

Partenaires principaux : AGRA, EAT, GAIN, WBCSD et autres ;

- o Food Action Alliance (une initiative menée par le Fonds international pour le développement agricole, Rabobank et le WEF) ;

- o Philanthropies : la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation Rockefeller et la Fondation Stordalen.

<sup>4</sup> <https://www.etcgroup.org/content/three-big-battles-global-food-policy-looming>

<sup>5</sup> <https://www.weforum.org/about/world-economic-forum>